Le rapport des renseignements généraux (RG) désavoue Sarkozy. Ni bandes organisées, ni mafias, ni leaders : la réalité du soulèvement des banlieues décrédibilise complètement le ministre de l'Intérieur. Sarkozy a encore dit n'importe quoi. Cette fois, ses propres services des renseignements le contredisent.

On se souvient qu'au lendemain de la mort par électrocution des deux adolescents à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), le ministre de l'Intérieur avait annoncé qu'il s'agissait d'un cambriolage. Or, l'enquête a prouvé que rien de tel ne s'était produit. Fin novembre, ce sont les services judiciaires qui démentaient les affirmations de Sarkozy, selon lesquelles 75 % des interpellés étaient des délinquants connus des services de police. La plupart des tribunaux démontraient que seuls 20 à 25 % des personnes déférées avaient déjà eu affaire à la justice.

Aujourd'hui, les « brillantes analyses » du ministre de l'Intérieur sont réduites à néant par un rapport de la direction centrale des renseignements généraux (DCRG), dévoilé par la presse. Dès le 3 novembre, Nicolas Sarkozy avait déclaré que les violences qui s'étaient produites n'avaient « rien de spontané », qu'elles étaient « parfaitement organisées » par des « bandes de voyous », des « mafias » ou des « intégristes ».

L'enquête des RG donne une tout autre explication de cette période. D'abord, elle note qu'il s'est agi d'une « forme d'insurrection non organisée, avec l'émergence dans le temps et l'espace d'une révolte populaire des cités, sans leader et sans proposition de programme ». Ensuite, le rapport réfute « la guerre ethnico religieuse » que certains ont voulu mettre en avant et parle « d'un fort sentiment identitaire reposant [...] sur leur condition sociale d'exclus de la société française ». Il précise : « Les jeunes se sentent pénalisés par leur pauvreté, la couleur de leur peau et leurs noms. Ceux qui ont saccagé avaient en commun l'absence de perspective et d'investissement par le travail dans la société française. »

Même si Sarkozy se répand dans les médias écrits et télévisés pour tenter d'expliquer que ce rapport n'avait pas été « publié et explicité dans toute sa réalité », nul ne prête plus attention à ses rodomontades.

Sarkozy, Villepin et Chirac organisent le réflexe de la peur pour justifier leur politique sécuritaire. Ils imposent l'état d'urgence et les couvre-feux. Et la révolte des cités ne provient, selon eux, que de la délinquance organisée et du rôle mafieux des bandes ou des intégristes.

Cela permet de passer sous silence l'absence de politique sociale, les ravages dus aux licenciements et à la soumission de l'État aux exigences du Medef, ainsi que les discriminations racistes subies par les populations les plus en difficulté.

La révolte des pauvres et des exclus n'est pas éteinte. Les RG précisent : « Le calme apparent qui règne aujourd'hui ne doit pas accréditer l'idée que le fond du problème est réglé. » Tous ensemble, nous devons nous organiser pour faire entendre notre voix. Qui sème la misère récolte la tempête !

C'est Clair et Net sur : www.lcr-rouge.org